

## DÉLIBÉRATIONS



Le 25 avril 2024 à 13h37 les membres du Conseil d'Administration du CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE ROUEN, se sont réunis au CCAS, 2, Rue de Germont - sous la présidence de Madame Caroline DUTARTE

Étaient présents : Madame Élisabeth ALAZARD, Madame Zohra AMIMI, Monsieur Jean DE BEIR, Madame Caroline DUTARTE, Madame Hortense HECTOR, Madame Annick LAMBARD, Madame Martine LELAIT, Madame Marie-Françoise MARCASSIN, Monsieur Jean-Pierre TRÉDET,

Était représentées : Madame Katherine COEUFF ayant donné pouvoir à Madame Hortense HECTOR,  
Madame Marie DESBORDES ayant donné pouvoir à Madame Caroline DUTARTE,  
Madame Geneviève LARMARAUD ayant donné pouvoir à Madame Marie-Françoise MARCASSIN,

Étaient excusés : Madame Béatrice BOCHET, Madame Amèle MANSOURI, Monsieur Nicolas MAYER-ROSSIGNOL, Madame Félicie RENON, Madame Mireille VACHE-PICAT,

Secrétaire de séance : Madame Vanessa RAPITEAU, Directrice du C.C.A.S. de Rouen

**Date de convocation :** 19 avril 2024



### 27 RÈGLEMENT DES FRAIS DE DÉPLACEMENT DE LA VILLE ET DU CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE ROUEN

MESDAMES, MESSIEURS,

Le règlement concernant les frais de déplacement, commun aux agents de la Ville et du Centre Communal d'Action Sociale (C.C.A.S.), doivent être mis en conformité avec les dernières modifications réglementaires relatives aux déplacements professionnels et des déplacements liés à la formation.

Renforçant et s'inscrivant dans une démarche écoresponsable de l'organisation des déplacements, ce nouveau règlement prend également en compte la revalorisation des plafonds de remboursement afin de favoriser et d'encourager le développement des compétences de ses agents.

Conformément à la réglementation applicable à la fonction publique, les agents de la Ville et du C.C.A.S. de Rouen peuvent prétendre, sous certaines conditions, à la prise en charge par leur employeur des frais de déplacement induits par leurs déplacements professionnels des agents pour missions ou formation.

## DÉLIBÉRATIONS

-----

Le nouveau règlement proposé dans une nouvelle présentation plus complète prévoit une revalorisation des taux de remboursement pour les frais de déplacement engagés par les agents, tout en assouplissant et clarifiant les modalités de remboursement en vue d'une meilleure prise en charge lors de leurs déplacements professionnels en France métropolitaine, à l'étranger et sur les Territoires d'Outre-Mer sur la base des modifications suivantes :

- Remboursement sur frais réels revalorisé à hauteur du plafond de 20 € pour les frais de repas dans le cas de déplacements en France métropolitaine,
- Remboursement sur forfait revalorisés pour les frais d'hébergement en fonction du lieu de déplacement variant de 90 € à 140 € selon le lieu de déplacement, voire 150 € pour les agents en situation de handicap et de mobilité réduite, dans le cas de déplacement en France métropolitaine,
- Remboursement des frais de transport sur la base du principe du choix du moyen de transport au tarif le moins onéreux et le plus adapté à la nature du déplacement.

Il est donc proposé au Conseil d'Administration de bien vouloir adopter le nouveau règlement des frais de déplacement, commun aux agents de la Ville et du C.C.A.S. de Rouen et joint en annexe.

### LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU les Articles R.123-20 et suivants du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU le Décret n° 2001-654 du 19 juillet 2001 fixant les conditions et les modalités de règlements des frais occasionnés par les déplacements des personnels des collectivités locales et établissements publics mentionnés à l'article 2 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,

VU le Décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat,

VU l'Arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités de mission prévues à l'article 3 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat,

VU l'Arrêté du 20 septembre 2023 modifiant l'arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités de mission prévues à l'article 3 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen en date du 16 janvier 2020 relative au modalité de prise en charge des frais de déplacements - agents utilisant leur véhicule personnel à usage professionnel,

VU l'Avis du Comité Social Territorial du 14 mars 2024.

CONSIDÉRANT que la politique des Ressources Humaines de la Ville et de son C.C.A.S. est favorable au développement des compétences et au soutien de modes de déplacement éco-responsable,

## DÉLIBÉRATIONS

-----

CONSIDÉRANT qu'il convient d'assouplir les conditions de remboursement et de revaloriser les plafonds des indemnités de déplacement des agents de la Ville et du C.C.A.S. de Rouen.

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,  
À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES :

- abroge le précédent règlement adopté
- adopte le nouveau règlement du règlement des frais de déplacement de la Ville et du C.C.A.S. de Rouen.

Fait à Rouen, les jours, mois et an susdits.

POUR EXTRAIT CONFORME,



NICOLAS BAYE-ROSSIGNOL  
Président du C.C.A.S. de Rouen

*Monsieur le Président du C.C.A.S. de Rouen certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Rouen (53, avenue Gustave Flaubert, 76000 Rouen) dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission aux services de l'Etat. De même, en cas de recours ne nécessitant pas la présence d'un avocat, vous pourrez saisir le tribunal susmentionné par le site « Télérecours Citoyens » à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), et ce en application de l'article R421-1 du Code de la Justice Administrative.*